



PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2009

SANTE-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINES A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Quinçay (F3) - Vouillé (F4)
<u>Captage(s) :</u>	<i>Forages (Dogger) : « Vallée de RAVARD »</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEP de VOUILLE-FROZES

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 06/03/2002
Arrêté de DUP : **18 septembre 2006**
Inscription aux Hypothèques : 15/11/2006

Pièces jointes à ce document :

- Arrêté de DUP
- Cartographie des périmètres de protection
- Avis hydrogéologique



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

ARRETE N° 2006/DDASS/SE/017

en date du **18 SEP. 2006**

Autorisant le prélèvement des eaux du champ captant "*La Vallée de Ravard*" situé sur le territoire des communes de Quinçay (forage F3) et Vouillé (forage F4), par le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Vouillé-Frozes-Chiré en Montreuil,

et portant **déclaration d'utilité publique** des opérations et travaux relatifs :

- à la dérivation de ces eaux souterraines;
- à l'exploitation et à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à la mise en place des périmètres de protection

Le préfet de la région "Poitou-Charentes", préfet de la Vienne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU le code rural ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5,10,28 et 44 du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date de mars 2002 ;

VU l'étude d'incidences du champ captant de La Vallée de Ravard

VU l'avis de la commission des captages du 31 mai 2002 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du comité du S.I.A.E.P. de Vouillé-Frozes-Chiré en Montreuil en date du 14 mars 2003, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines du champ captant (forages F3 et F4) de La Vallée de Ravard (Commune de Quinçay et Vouillé) avec l'engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ces forages ;

VU l'avis de réception du dossier délivré le 24 janvier 2006 par la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-D2/B3-055 du 13 février 2006 prescrivant l'ouverture du 3 avril 2006 au 21 avril 2006, sur les communes de Vouillé et Quinçay, des enquêtes conjointes :

- préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,

- préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ainsi que la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection des forages,
- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 7 septembre 2006 ;

SUR proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

- ✓ Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du champ captant de "*La Vallée de Ravard*" : forages F3 et F4 situés respectivement sur les communes de Quinçay et Vouillé ;
- ✓ Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P. de Vouillé-Frozes-Chiré en Montreuil relatifs :
 - au champ captant de "*La Vallée de Ravard*" ;
 - à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine ;
 - à la création de périmètres de protection de ce champ captant et l'institution des servitudes afférentes

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

Article 2 :

Le S.I.A.E.P. de Vouillé-Frozes-Chiré en Montreuil est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le champ captant de "*La Vallée de Ravard*" (forages F3 et F4) sur le territoire des communes de Quinçay et Vouillé.

Article 3 :

Le volume à prélever par pompage par le syndicat d'eau ne pourra pas excéder **100 m³/h** et **2000 m³/j** dont 40 m³/h sur le forage F3 et 60 m³/h sur le forage F4.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

Article 4 :

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

Article 5 :

Il est établi des périmètres de protection dans les limites indiquées et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte annexée au présent arrêté.

Le plan parcellaire relatif au périmètre de protection rapprochée peut être consulté au siège du pétitionnaire et dans les mairies concernées.

Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne les parcelles n° 2246 et 2248 de la section A au lieu-dit *La Vallée de Ravard* sur la commune de Quinçay et les parcelles 91 et 121 de la section A0 au lieu-dit *Ravard* sur la commune de Vouillé.

Le terrain est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos et protégé contre les eaux extérieures.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement entretenu.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion des points d'eau y sont interdits.

Les têtes de forages seront maintenues verrouillées en dehors des opérations de maintenance des ouvrages et de leurs équipements.

5.2 – Périmètre de protection rapprochée

Situé sur les communes de **Quinçay et Vouillé**, il couvre une superficie de **128 hectares** environ.

Conformément à la réglementation, toutes les opérations normalement soumises à déclaration au titre de la loi sur l'eau seront soumises à autorisation dans le périmètre de protection rapprochée.

Un tableau des prescriptions (TP) en annexes résume les activités interdites et celles faisant l'objet d'une réglementation spécifique à respecter à l'intérieur des périmètres de protection.

5.2.1- Activités interdites :

- La création de forage ou de puits autres que pour l'alimentation en eau potable (TP¹) ;
- L'ouverture, l'extension et l'exploitation de carrières ou de gravières (TP²) ;
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux (TP⁵) ;
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, à la qualité des eaux (TP³) ;
- Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique, les fumiers, les engrais organiques ou chimiques, les produits phytosanitaires et les matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail (TP¹¹) ;

- L'épandage et l'infiltration de lisiers, de jus d'ensilage, d'effluents d'élevages, de boues de stations d'épuration, de matières de vidange et de toutes les eaux usées brutes d'origine domestique ou agroalimentaire (TP¹⁵) ;
- Le déboisement en dehors des coupes d'entretien (TP²¹) ;
- La création d'étangs (TP²²) ;
- La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions autres que domestiques (TP²⁵) ;

5.2.2- Sont soumis à une réglementation spécifique :

N°	Activités	Réglementation spécifique
3	<i>L'ouverture d'excavation autres que celles destinées au passage de canalisations d'eau potable ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens.</i>	Soumise à l'avis d'un hydrogéologue agréé si elle atteint les calcaires.
4	<i>Le remblaiement des excavations ou carrières existantes.</i>	Autorisé qu'avec des matériaux inertes, non solubles et biologiquement non polluants.
6	<i>L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. La réhabilitation ou le changement de destination des bâtiments existants lorsqu'ils sont destinés à un usage d'habitation.</i>	Toutes les mesures doivent être mises en œuvre afin d'éviter l'infiltration directe de rejets polluants dans les calcaires, notamment vis-à-vis de l'assainissement autonome.
7	<i>L'assainissement individuel.</i>	Doit être contrôlé en priorité et réhabilité en cas de non conformité et de risque sanitaire. Pour toute nouvelle installation, une étude à la parcelle sera réalisée pour définir la filière à mettre en place.
8	<i>L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées.</i>	Le transport des eaux industrielles est interdit et une vérification de l'étanchéité des canalisations de transport d'eaux usées est prescrite tous les 10 ans.
10	<i>Les installations de stockages d'hydrocarbures liquides ou gazeux.</i>	Doivent être contrôlées en priorité et mises en conformité avec l'obligation d'un bac de rétention étanche. Les nouveaux projets ne seront autorisés seulement que pour un usage domestique ou artisanal.
12	<i>Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures.</i>	Autorisé sur aire ou fosse bétonnée avec récupération des jus.
13	<i>Le stockage des matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.</i>	
14	<i>L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités à la rubrique 15 du tableau des prescriptions.</i>	Un suivi des pratiques agricoles basées sur les recommandations de la charte établie en 1994 pour lutter contre les pollutions diffuses (nitrates, phytosanitaires) doit être mis en place.
16	<i>L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés).</i>	
17	<i>L'établissement d'étables ou de stabulations libres.</i>	Les installations existantes doivent être mises en conformité avec la réglementation générale.
23	<i>Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars.</i>	Autorisé sous réserve d'un dispositif d'assainissement portatif.
24	<i>La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.</i>	Le passage en déblais est interdit.

5.2.3 Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel et pour des travaux d'intérêt général, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 5.2.1 pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis d'un hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

5.3 – Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée couvre environ 567 hectares et s'étend sur les communes de Cissé, Quinçay et Vouillé. Toutes les activités sont soumises à la réglementation générale.

Article 6 : Mise en œuvre des prescriptions concernant les activités, installations et dépôts dans le périmètre de protection rapprochée.

6.1- Installations existantes à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5.2 dans un délai de **3 ans** à compter de la date de publication du présent arrêté.

6.2- Créations postérieures à la date du présent arrêté

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 5.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. Les frais relatifs à la réalisation des différentes études complémentaires (environnementale, hydrogéologique, etc ...) ainsi que l'avis spécifique émis par un hydrogéologue agréé, éventuellement prescrits par l'administration, sont à la charge du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 5.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes les garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

Article 7 :

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 8 : sanctions

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le code de l'environnement, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

Article 9 :

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président du syndicat d'eau est chargé d'effectuer ces formalités.

Article 10 :

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal 1 an).

Article 11 :

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

Article 12 :

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'un mélange ou de traitement des nitrates et des pesticides en cas de dépassement des valeurs limites de qualité ainsi que d'une désinfection finale avant distribution sur réseau.

Toute modification notable de la filière de traitement devra faire l'objet d'une autorisation auprès de cette direction ou d'une simple déclaration dans les autres cas.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 : information des tiers

Le présent arrêté sera déposé dans les mairies de Quincy et Vouillé ; un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires et retourné à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (service santé-environnement) – avenue de Northampton BP 562 – 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

Article 14 : recours

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

Article 15 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Vouillé-Frozes-Chiré en Montreuil, les maires des communes de Quinçay et Vouillé, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le **18 SEP. 2006**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la Préfecture


Frédéric BENET-CHAMBELLAN

ANNEXES

Champ captant "La Vallée de Ravard" Forage F3 (Quinçay) et F4 (Vouillé)

- ♦ Tableau des prescriptions
- ♦ Cartographie des périmètres de protection au 1/25 000^{ème}

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le **18 SEP. 2006**

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Frédéric BENET-CHAMBELLAN

Périmètres de protection du captage de : Forage F3 et F4 de la vallée de Ravard
Commune : Quinçay et Vouillé

Syndicat d'eau : SIAEP de Vouillé

TABEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Protection rapprochée		Protection éloignée
		Interdiction	Réglementation spécifique	Réglementation spécifique
1	La création de forage ou de puits autres que pour l'A.E.P	X		
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X		
3	L'ouverture d'excavation autres que celles destinées au passage de canalisations d'A.E.P. ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens		X	
4	Le remblaiement des excavations ou carrières existantes		X	
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de débris, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X		
6	L'établissement de toutes constructions même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X	
7	L'assainissement individuel		X	
8	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées		X	
9	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux	X		
10	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux		X	
11	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités en 10, 12 et 13	X		
12	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X	
13	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X	
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités en 13		X	
15	L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes	X		
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)		X	
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres		X	
18	Le pacage des animaux			
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			
20	Le drainage des terres agricoles			
21	Le déboisement en dehors des coupes d'entretien	X		
22	La création d'étangs	X		
23	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes ou camping-cars		X	
24	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X	
25	La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques	X		
26	Autres			

NB : En l'absence d'interdiction ou de réglementation spécifique, c'est la réglementation générale qui s'applique

Commune de Vouillé

Périmètres de protection des captages de Vallée Ravard

Maître d'ouvrage : SIAEP VOUILLE-FROZES

Gestionnaire : SIVEER

